

PREFET de MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Affaire suivie par  
G. BERNARDIN

**DECLARATION RELATIVE  
A UNE INSTALLATION CLASSEE POUR  
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**RECEPISSE N°2013-0666**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du mérite*

accuse réception à la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, dont le siège social est 22 allée du Bois à 39100 BREVANS, de sa déclaration du 15 juillet 2013, complétée le 14 octobre 2013 relative à l'exploitation d'une installation de transit, tri, regroupement et broyage de pneumatiques usagés à 54950 LARONXE, lieu-dit Betaigne, parcelle n° 676.

Le présent récépissé annule et remplace le récépissé n° 2012-538 du 13 août 2012.

Cette installation classée est répertoriée à la nomenclature des installations classées sous les rubriques n° 2714-2 et n° 2791-2.

L'exploitant devra :

1. appliquer les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 modifié annexé au présent récépissé pour la rubrique n° 2714-2 et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 annexé au présent récépissé pour la rubrique n° 2791-2.
2. La société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE est agréée, en application de l'article R 515-37 du Code de l'Environnement, pour la collecte, le traitement, le tri et le regroupement de pneumatiques usagés. Elle devra se conformer au cahier des charges relatif aux activités de regroupement et de tri des pneumatiques usagés annexé au présent récépissé,
3. réaliser l'installation en conformité avec les plans fournis à l'appui de la déclaration,
4. se pourvoir des accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (permis de construire, etc...),

.../...

5. mettre l'installation en service dans un délai de trois ans à compter de la date de la déclaration,
6. en cas d'arrêt définitif, notifier au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci,
7. en cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation,
8. présenter une nouvelle déclaration pour tout projet de modification ou d'extension de l'installation,
9. lors de la cessation d'activité, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Copie du présent récépissé sera adressée à :

- Monsieur le directeur de la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE
- Monsieur le maire de LARONXE
- Monsieur l'inspecteur des installations classées

et pour information à :

- M. le directeur départemental des territoires - ADUR

NANCY, le - 4 FEV. 2014  
le préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation  
Le Directeur,

F. GIBOUX

NOTA : Je vous rappelle que le présent récépissé ne vaut pas autorisation et il vous appartient de vous conformer aux prescriptions générales applicables.

A défaut, des sanctions pénales et administratives prévues par la législation pourront être mises en œuvre.

Le présent récépissé ne préjuge pas les prescriptions complémentaires qui pourraient être imposées en application de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

**ANNEXE II: CAHIER DES CHARGES**  
**REGROUPEMENT ET TRI DES PNEUMATIQUES**

**ARTICLE 1**

Le collecteur réceptionne, sur le site de regroupement et de tri qu'il exploite, tout lot de pneumatiques usagés qui lui est apporté par les collecteurs agréés pour le ramassage ou par les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article R 543-138 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 2**

Le collecteur dispose d'une surface et d'un volume de stockage appropriés, lui permettant, d'une part, de réceptionner, dans des conditions correctes, les pneumatiques avant leur tri et, d'autre part, de regrouper les pneumatiques triés par catégories et selon le mode de valorisation envisagé.

**ARTICLE 3**

Le collecteur ne peut stocker les pneumatiques collectés après le 29 décembre 2003 au delà d'une durée de trois ans.

**ARTICLE 4**

Le collecteur isole les pneumatiques réceptionnés des déchets ou substances d'une autre nature.

Le collecteur trie les pneumatiques qui peuvent être réemployés ou rechapés en vue de les céder aux personnes qui les réemploient ou les rechapent.

**ARTICLE 5**

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations agréées en application de l'article R 543-147 du Code de l'Environnement, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne.

**ARTICLE 6**

Le collecteur tient un registre précisant, outre le cas échéant le nom des autres collecteurs agréés qui déposent des pneumatiques dans son installation, les quantités déposées, avec le numéro des lots, la date de dépôt ainsi que la date à laquelle ces pneumatiques ont été remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe. Ce registre comporte l'évaluation du stock de pneus établie mensuellement. Cette évaluation doit être mentionnée dans le registre au plus tard le dernier jour du mois suivant.

**ARTICLE 7**

Conformément aux dispositions de l'article R 543-146 du Code de l'Environnement, le collecteur communique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession, et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

